

# Les renseignements dont disposent

plusieurs factions basées à Damas font état de la volonté syrienne « d'en finir avec Chatila ». C'est vraiment obscène. Cette si petite pièce dans l'engrenage des plans globaux de la géopolitique régionale. « En finir avec Chatila », cela veut dire aussi la mort pour des centaines, si ce n'est des milliers de personnes : les habitants du lieu, les miliciens qui attaquent... et moi-même.

J'avoue que cette pensée me hérissé le poil. Il en va de même pour Basel, du Front de lutte populaire, pour Abu Moujahed et Omar, du Front populaire (FPLP), tous pourtant officiers de la coalition pro-syrienne du FSNP (Front de salut national palestinien). Ils ont leurs différends idéologiques avec le Fatah d'Ali Abu Toq, mais ce ne sont pas des traîtres, et ils n'apprécient guère d'être ainsi utilisés et dans le fond sacrifiés aux buts politiques du régime syrien. D'autant que des réunions à découvert, et d'autres secrètes, des dirigeants des groupes palestiniens les plus importants (le Fatah d'Arafat, le FPLP et le FDLP, Front démocratique de libération de la Palestine) ont également lieu en vue de réunifier l'OLP et donc de mettre en échec la politique syrienne. Basel, Abu Moujahed et Omar, bien qu'officiers supérieurs de la coalition pro-syrienne, sont avant tout des nationalistes palestiniens convaincus. Ils savent qu'ils

---

*En 1985, la Syrie, cherchant à consolider son pouvoir au Liban, donne le feu vert à la milice chi'ite libanaise Amal pour attaquer les camps de Sabra, Chatila et Bourj el-Barajneh. La guerre des camps a continué jusqu'en 1988.*

doivent rencontrer Ali pour coordonner les préparatifs. On me demande d'organiser une réunion discrète à l'hôpital. Seuls les extrémistes, les dissidents du Fatah d'Abu Musa et du FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril (qui dépendent presque entièrement des Syriens et qui ont très peu de soutien populaire), n'y participeront pas : personne n'a confiance en eux, ils sont vraiment trop proches des *moukhabarat* (services des renseignements) syriens.

Une OLP réunifiée, sous la direction d'Arafat, causerait en effet la faillite de leur ligne politique. Vu mes responsabilités quotidiennes, j'ai des contacts avec ces dissidents du Fatah, et aussi avec Abdallah, du Commandement général. Et inévitablement, des discussions politiques arrivent sur le tapis.

Ces hommes ont la parole facile à propos de la trahison d'Arafat, de la poursuite de la lutte armée, de la libération de toute la Palestine, du Jourdain à la Méditerranée. Je trouve leurs idées simplistes, trop théoriques, infantiles à l'extrême et parfois purement chauvines. Les dissidents parlent de leur « alliance stratégique » avec la Syrie progressiste et anti-impérialiste. Moi, je ne vois en la Syrie qu'un régime corrompu et idéologiquement en banqueroute qui, au reste, ne refuse pas l'argent « réactionnaire » saoudien et dont la politique semble être déterminée davantage par les intérêts propres d'une petite clique au pouvoir que par l'application pratique d'une tonitruante rhétorique progressiste. Ce pays a une économie planifiée et centralisée : trop de gens au pouvoir à Damas profitent, à travers le Liban, de cette situation.

Ma réaction première, dans ces discussions avec les dirigeants dissidents, est toujours d'éprouver de l'impatience envers des positions rhétoriques dont tout le monde sait qu'elles sont parfaitement vides. Personne, en effet, n'ignore l'influence de la Syrie sur ce genre de discours, et la pression extrême qu'elle fait peser sur les factions « basées » à Damas par le biais des familles qui y habitent. Néanmoins, la véhémence avec laquelle les dissidents soutiennent la politique syrienne au cours de nos discussions ne cesse de m'étonner. Arafat peut bien faire des erreurs, cela ne dispense en aucune façon le régime syrien. On dirait que l'énergie dépensée dans ces discussions sert juste à

masquer l'embarras que ressentent ces combattants à soutenir des politiques avec lesquelles ils ne sont pas d'accord. Tout le monde les perçoit du reste comme de simples *quislings* : des laquais.

La politique syrienne, en vue de contrôler les cartes libanaise et palestinienne dans le grand poker moyen-oriental, exige l'utilisation d'un allié puissant, Amal en l'occurrence, pour contrôler les partis séculiers de gauche et les camps de réfugiés et mettre au pas le seul rival : Arafat. C'est une tâche d'autant plus facile que la résistance palestinienne est divisée et affaiblie. Nous avons tous conscience du jeu d'équilibre politique délicat auquel sont contraintes certaines factions. Certains groupes, comme les Fronts populaire et démocratique, réussissent à le tenir. D'autres, comme les dissidents, basculent complètement et ne deviennent plus rien d'autre que des agents d'un régime oppressif.

Exploitant le côté « centre social » de l'hôpital, j'organise des réunions secrètes entre dirigeants rivaux pour coordonner plans et travaux, loin des oreilles des agents des *moukhabarat*. Tard, un soir d'octobre, je suis assis, selon mon habitude, à mon bureau. Ali Abu Toq arrive le premier, accompagné de ses adjoints, Amina et Baha. Je les emmène à la pharmacie, désertée à cette heure tardive, et les y fais entrer. Suivent tout d'abord Basel, chef militaire de la coalition FSNP ; puis Abu Imad du FDLP ; ensuite Omar et son collègue du FPLP Abu Moujahed. Tout ce petit monde se retrouve donc dans la pharmacie. Ces sept personnes sont les véritables chefs de Chatila. Notre destin, et celui des 3 500 habitants du camp, reposent entre leurs mains, ils le savent. C'est la toute première fois que nous nous retrouvons tous ensemble. Certains sont un peu gênés pendant les salutations d'usage. Cela fait des mois qu'ils s'insultent lorsqu'ils parlent les uns des autres et les voilà maintenant tous face à face.

Ali commence : « Nous, le Fatah, nous avons un stock de nourriture suffisant pour six mois. » Abu Moujahed ajoute que le Comité populaire en a, lui, pour quatre mois. Apparemment, les différentes factions ont tiré les leçons des batailles des Vingt et des Trente-cinq jours et ont emmagasiné nourriture, café, tabac

et pièces de rechange. La prochaine bataille durera sûrement plus longtemps : les besoins seront donc plus grands. « Et les civils, alors ? » demande Moujahed. « Qui fournira la bouffe aux familles ? » Il insiste car il sait très bien que c'est Ali qui dispose du plus gros budget. « Quand je parle de six mois, j'entends six mois de vivres pour le camp tout entier, civils et combattants », rétorque Ali. « Naturellement, puisque je représente l'OLP, j'assume la responsabilité de tout le monde, même de ceux qui me sont opposés politiquement. » Tous sourient en connaissance de cause. Abu Imad ricane même un peu. Chaque faction est censée se pourvoir elle-même en nourriture et en munitions. Mais la réalité, bien différente, n'est ignorée de personne. Au cours des deux batailles précédentes les groupes les plus violemment anti-Arafat, les dissidents d'Abu Musa et le FPLP-Commandement général, se sont trouvés à court de munitions ; et durant la bataille des Trente-cinq jours, l'aile militaire du Commandement général a manqué de nourriture à cause d'un conflit personnel avec sa direction politique. Le Fatah d'Ali les a ravitaillés tous deux en munitions, et il a donné de quoi manger aux combattants du Commandement général, qui crevaient littéralement de faim. La logique d'Ali est à double volet : en les ravitaillant, il marque des points politiques contre des gens qui les traitent, lui et Arafat, de traîtres ; et en tant que nationaliste farouche, il peut déclarer que quiconque est prêt à se sacrifier pour la défense du camp, quelle que soit son affiliation politique, est un allié. Et il gagne ainsi une sorte de leadership « moral ». Tous les leaders présents sont conscients du prestige politique qu'il y a à gagner en prenant part à la défense de Chatila. Sans munitions et sans un rôle dans la défense, il serait difficile pour eux de justifier leur présence dans le camp. Il est sûr que la générosité d'Ali à fournir à ses ennemis mortels ce dont ils ont besoin pour participer activement à la bataille grandit en même temps son influence et son pouvoir.

Basel pose des questions à propos des entrepôts de munitions d'Ali, qui lui retourne la question. Ensuite, il interroge Abu Moujahed et moi-même sur les stocks en carburant réservés aux générateurs. Nous faisons l'inventaire de ce que nous avons déjà sur place, et de ce que nous devons acheter en plus. Ils veulent

tous savoir où nous en sommes du côté de l'hôpital. J'énumère la liste du personnel sur place, les horaires de travail spéciaux. Les quantités de médicaments, de nourriture et de pièces de rechange... et je vois le soulagement naître sur leurs visages. On discute jusqu'à l'aube. (...)

Le 22 octobre 1986, à peu près quatre mois après la bataille des Trente-cinq jours, des combats commencent autour du camp de réfugiés de Rachedieh, au Sud-Liban, entre la milice Amal et les habitants. C'est la première fois qu'Amal fait subir un siège à ce camp très vulnérable mais vaste, qui abrite 17 000 personnes sur la côte méditerranéenne, séparé de la ville de Tyr par des champs, des vergers et des orangeries.

Des forces palestiniennes attaquent les lignes d'Amal juste à l'est de Saïda, chef-lieu du Sud-Liban, dans l'espoir que cet engagement militaire obligera la milice à relâcher sa pression sur Rachedieh. La tactique fonctionne : des miliciens se précipitent pour renforcer leurs positions à l'est de Saïda et la pression sur Rachedieh est allégée, bien que le camp reste isolé et assiégé. Les troupes d'Arafat continuent leur poussée et prennent le village de Maghdoucheh, qui surplombe les camps de Ain Héroué et de Mieh wa-Mieh ainsi que la ville de Saïda. L'opinion publique perçoit cette poussée comme une importante victoire pour les Palestiniens et au cours des mois de combats qui suivront, elle deviendra un levier de pression primordial dans les négociations entre Palestiniens, Libanais, Syriens et autres dirigeants arabes.

Cette progression géographique des combats va, en fait, amener les hostilités jusqu'à Beyrouth. Amal réplique à la percée palestinienne sur Maghdoucheh par des attaques de roquettes et d'artillerie sur Bourj el-Barajneh le 29 octobre. Des familles commencent à évacuer les quartiers résidentiels avoisinant Chatila. Des visiteurs qui passent par le camp, ainsi que mes sources habituelles d'information, Rabiha et Oum Mohammed Faramaoui, rapportent tous avoir vu des mouvements de troupes dans les environs. La rumeur court aussi, à Beyrouth-Ouest, que le prix de la victoire palestinienne de Maghdoucheh sera la chute de Chatila : Amal et la Syrie ne permettront pas à Arafat d'utiliser la prise de Maghdoucheh comme élément de pression dans les négociations. A Chatila, nous savons tous que la bataille

à venir sera décisive et que tout le monde, à l'extérieur, s'attend à ce que nous tombions. (...)

Le 25 novembre 1986, à 14 heures, Basel, l'air sinistre, vient me voir. « Des camions sont en train de décharger du sable à la lisière est du camp ; ils montent des remparts derrière lesquels les tanks d'Amal peuvent prendre position. Quatre chargements sont déjà arrivés ce matin. Je m'en suis plaint auprès des observateurs syriens et de la direction d'Amal. Rien ! Les salauds ! Si un autre chargement arrive, j'ordonne à mes hommes de tirer et de le détruire. » Nous nous rapprochons, je le sens, de l'heure H.

Je me précipite au bureau du Fatah, avertis Ali Abu Toq et appelle au téléphone cellulaire la technicienne anesthésiste pour lui dire de regagner le camp au plus vite. Puis, aussi calmement que possible, je retourne à l'hôpital m'assurer que tout le personnel nécessaire est bien là. L'hôpital bourdonne d'activités et de rumeurs. Des miliciens d'Amal ont raflé des civils palestiniens à Beyrouth-Ouest et quatre des travailleurs de l'hôpital, qui ont fini leur service et habitent à l'extérieur, discutent de l'opportunité de quitter le camp ou non. Je leur dis que les hostilités démarreront probablement au cours de l'après-midi et que, vu la situation, il y a peu de chance qu'ils puissent rejoindre leur famille sains et saufs. Ils décident de rester avec nous.

J'entre dans mon bureau, je m'assieds et essaie d'avoir l'air aussi tranquille que possible. J'attends l'impact de l'explosion du RPG qui annoncera le début de l'épreuve. Dehors, les ruelles étroites grouillent de gens. Il semble que tout le monde soit sorti discuter avec tout le monde : la tension, l'euphorie nerveuse, l'expectative sont dans l'air. Au loin, les bruits assourdis des combats autour de Bourj el-Barajneh résonnent. Les hommes de Basel ont tiré au RPG et le camion d'Amal transportant le sable prend feu. Une volée de tirs d'armes légères éclate et les ruelles se vident. Les gens cherchent un abri ou se précipitent à leurs positions sur les fronts. Quelques minutes après, un groupe de jeunes fait irruption dans la salle d'urgence transportant un combattant, le premier blessé. Nous n'aurons pas de repos avant le 7 avril 1987... 134 jours plus tard. *Montréal, 1990*